

Bulletin du FMI

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

Les résultats économiques restent divergents au Moyen-Orient

Bulletin du FMI
11 novembre 2012



Raffinerie de pétrole à Zawya, en Libye. Les pays arabes en transition doivent gérer les attentes grandissantes de leur population (photo : Ismail Zitouny/Reuters)

- Les pays exportateurs de pétrole obtiennent de bons résultats, mais doivent accroître leur épargne et créer des emplois dans le secteur privé
- Les pays importateurs de pétrole doivent rétablir la viabilité macroéconomique et accélérer la croissance
- Dans les pays arabes en transition, les mesures de stabilisation et de réforme doivent viser à atténuer les retombées sur les pauvres

Les perspectives économiques de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord sont mitigées. La plupart des pays exportateurs de pétrole de la région enregistrent une vigoureuse croissance, tandis que les pays importateurs sont confrontés à des perspectives moroses, note le FMI dans sa dernière évaluation.

Selon le rapport du FMI sur les [*Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale*](#), rendu public le 11 novembre à Dubaï, la croissance dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord atteindra 5,1 % en 2012, contre 3,3 % en 2011 (voir tableau).

Grâce à la montée de la production et des cours du pétrole, les pays exportateurs de pétrole de la région — Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen — devraient connaître un taux de croissance de 6,6 % en 2012, puis un taux plus modéré en 2013.

Aux prises avec un environnement extérieur difficile, les pays importateurs de pétrole de la région — Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan et Tunisie — enregistreront, quant à eux, un taux de croissance tout juste supérieur à 2 % en 2012. Dans les pays arabes en transition, la persistance des perturbations intérieures freine également la croissance.

Une région à deux vitesses

Les pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord bénéficient du niveau élevé de la production et des prix de l'énergie. Par contre, les importateurs de pétrole font face à des problèmes intérieurs et à une conjoncture mondiale défavorable.

(croissance du PIB réel, variation en pourcentage)

	2011	Projections	
		2012	2013
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ¹	3,3	5,1	3,6
Exportateurs de pétrole ²	3,9	6,6	3,8
Croissance pétrolière	2,6	1,3	-0,2
Croissance non pétrolière	3,9	4,8	4,7
Conseil de coopération du Golfe	7,5	5,5	3,7
Croissance pétrolière	7,9	4,8	0,0
Croissance non pétrolière	7,0	5,9	5,5
Importateurs de pétrole ³	2,0	2,1	3,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord ¹	3,3	5,3	3,6
Pays arabes en transition ⁴	1,2	2,0	3,6

Source : FMI, *Perspectives économiques régionales du Moyen-Orient et de l'Asie centrale*.

¹Hors République arabe syrienne.

²Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Irak, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen.

³Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan et Tunisie.

⁴Égypte, Jordanie, Libye, Maroc, Tunisie et Yémen.

«Le défi le plus redoutable pour les gouvernements des pays arabes en transition consiste à gérer les attentes grandissantes d'une population de plus en plus impatiente de voir se matérialiser le dividende de la transition, alors même que la stabilité macroéconomique à court terme est menacée et que les marges de manœuvre sont restreintes», a déclaré Masood Ahmed, Directeur du Département Moyen-Orient et Asie centrale, lors d'une conférence de presse à Dubaï.

Dynamisme économique des exportateurs de pétrole

Les pays exportateurs de pétrole de la région devraient afficher une solide croissance en 2012, principalement en raison de la reprise plus rapide que prévu en Libye au sortir du conflit. Dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, la croissance reste robuste grâce aux politiques budgétaires expansionnistes et aux conditions monétaires accommodantes, mais elle devrait baisser de 7½ % en 2011 à 3¾ % en 2013, à mesure que la production de pétrole se stabilisera.

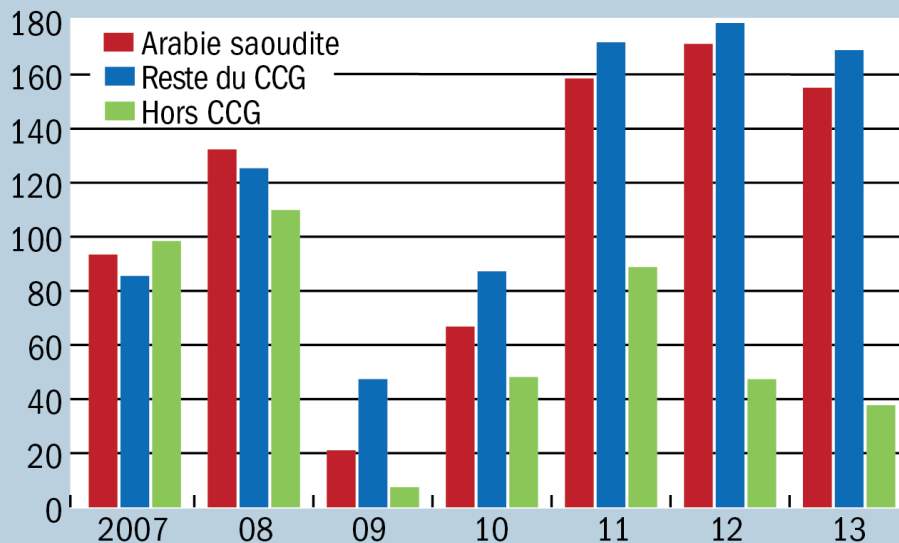
Le cours du pétrole devrait rester supérieur à 100 dollars le baril en 2012–13. De ce fait, l'excédent courant combiné des pays exportateurs devrait se maintenir au niveau historique d'environ 400 milliards de dollars en 2012 (voir graphique 1). Cela a aidé les gouvernements à répondre aux revendications sociales grandissantes en augmentant les dépenses salariales, lesquelles sont montées en flèche dans la plupart des pays exportateurs de pétrole durant ces dernières années.

Graphique 1

De bons résultats

L'excédent combiné des transactions courantes des pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord devrait rester proche de son niveau record.

(soldes des transactions courantes, en milliards de dollars)



Source : FMI, *Perspectives économiques régionales du Moyen-Orient et de l'Asie centrale*.

Beaucoup d'exportateurs de pétrole ont certes accumulé des réserves pour parer à la volatilité des prix à court terme, mais ils doivent se prémunir contre le risque persistant d'un repli des cours que pourrait causer un ralentissement encore plus prononcé de l'activité économique mondiale. Par exemple, une baisse de 10 % des cours du brut réduirait l'excédent courant combiné des pays exportateurs de quelque 150 milliards de dollars. L'augmentation des dépenses a accentué la vulnérabilité à une chute des cours imputable à une détérioration de l'économie mondiale.

«Durant la période à venir, les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient devront principalement s'employer à mettre à profit leur position favorable actuelle pour accroître leur résilience face à un repli des cours et diversifier leur économie afin de promouvoir la création d'emplois dans le secteur privé» a ajouté M. Ahmed. «La politique budgétaire pourrait progressivement renforcer l'épargne nationale, et les pays pourraient modérer la progression des dépenses publiques, notamment celles qui sont rigides à la baisse, comme celles liées à l'embauche dans la fonction publique», a-t-il précisé.

Importateurs de pétrole : des tensions persistantes

Comme en 2011, la croissance reste morose dans les pays importateurs de pétrole de la région. Une reprise modérée est prévue pour 2013, mais les risques ont augmenté. Pour les pays arabes en transition, les transitions politiques pèsent aussi sur la croissance. Compte tenu des incertitudes entourant les programmes à moyen terme dans beaucoup de pays, les investisseurs restent en position d'attente.

Par ailleurs, les prix internationaux de l'énergie et de l'alimentation ont continué d'augmenter, et l'activité économique des partenaires commerciaux s'est détériorée, notamment en Europe, région avec laquelle beaucoup de pays importateurs de pétrole entretiennent de solides liens économiques. En outre, les arrivées de touristes ne connaissent qu'une lente reprise après l'effondrement enregistré en 2011, et les investissements directs étrangers restent timides.

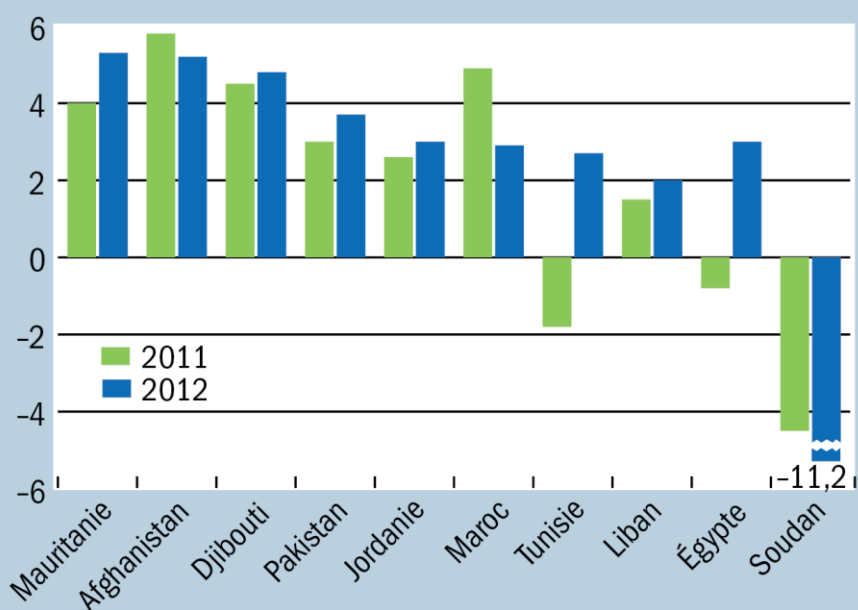
Les pays importateurs de pétrole continuent donc d'enregistrer un ralentissement en 2012, avec un taux de croissance de quelque 2 % (voir graphique 2). Pour 2013, la croissance devrait remonter aux environs de 3¼ %, un taux nettement inférieur à ce qui est nécessaire pour résorber un chômage chronique et en hausse.

Graphique 2

Croissance lente

Les taux de croissance anémiques des pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan sont nettement inférieurs au taux nécessaire pour résorber un chômage chronique et en hausse.

(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



Source : FMI, *Perspectives économiques régionales du Moyen-Orient et de l'Asie centrale*.

Stabilisation et croissance

Face aux revendications sociales et au renchérissement des produits énergétiques et alimentaires, les pays arabes en transition ont sensiblement augmenté les subventions. En outre, les recettes publiques ont diminué, d'où une détérioration des soldes budgétaires.

En moyenne, la dette publique dépasse 70 % du PIB, et les budgets sont donc très vulnérables. Des dérapages budgétaires importants, une croissance plus lente que prévue ou une poussée des taux d'intérêt pourraient compromettre la viabilité de la dette. Par ailleurs, les déficits des transactions extérieures courantes, qui étaient déjà élevés, se sont creusés. Compte tenu par ailleurs de la faiblesse des entrées de capitaux, il s'est produit un net tassement des réserves internationales officielles.

Il est urgent d'accélérer la croissance pour stimuler la création d'emplois et présenter à la population des résultats tangibles. Il importe à cette fin que les gouvernements des pays arabes en transition s'attellent à des politiques propres à rétablir la stabilité macroéconomique et à des réformes structurelles destinées à améliorer la compétitivité.

«Face à l'intensification des tensions budgétaires, il devient de plus en plus urgent d'agir sur le front de la stabilisation macroéconomique. Mais il importe tout autant que les mesures de stabilisation et la conception des réformes structurelles aient le moins de retombées négatives possibles sur les populations pauvres et vulnérables», a souligné M. Ahmed. Il a ajouté que ce travail relève clairement des pays eux-mêmes et qu'ils auront besoin de l'accompagnement de la communauté internationale sous la forme de concours financiers, d'un soutien technique et d'un meilleur accès aux marchés d'exportation.